



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DES PROGRAMMES  
DE NATIONALISATION

COTONOU, LE 30 DEC 2015

LE MINISTRE D'ÉTAT

**A**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES**

**Attention :**

- Directeur Général du Budget
- Contrôleur Financier
- Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique
- Directeur Général des Douanes et Droits Indirects
- Directeur Général du Matériel et de la Logistique
- Directeur National du Contrôle des Marchés Publics
- Directeur Général de la Caisse Autonome d'Amortissement
- Directeur Général des Impôts
- Directeur Général de l'Agence du Domaine et du Foncier
- Directeur Général des Affaires Economiques
- Directeur des Ressources Financières et du Matériel
- Directeur de la Programmation et de la Prospective
- Directeur des Ressources Humaines
- Directeur Général de la Police Nationale
- Directeur du Groupement National des Sapeurs Pompiers
- Directeur Général du Fonds Routier
- Secrétaire Technique de la Commission Nationale des Finances Locales
- Directeur des Services de l'Intendance des Armées

• **MESDAMES ET MESSIEURS LES RESPONSABLES  
ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS DES  
INSTITUTIONS DE L'ÉTAT**

• **MADAME ET MESSIEURS LES PREFETS DE  
DEPARTEMENT**

COTONOU/PORTO-NOVO

**Objet :** Lettre circulaire portant notification des crédits ouverts au budget de l'Etat, gestion 2016

**Référence :** Loi n° 2015-44 du 29 décembre 2015 portant loi de finances pour la gestion 2016



Conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances, j'ai l'honneur de vous notifier, les crédits budgétaires ouverts au profit de vos structures respectives pour le compte de la gestion 2016.

A cet effet, les autorisations de dépenses fixées par la loi de finances initiale pour 2016 sont présentées dans le tableau intitulé « **Répartition des crédits du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor** » joint à la présente.

Par ailleurs, afin d'assurer le respect en gestion des autorisations parlementaires et la qualité des dépenses, de nouvelles règles et modalités d'exécution ont été édictées pour enrichir le cadre de gestion budgétaire et comptable.


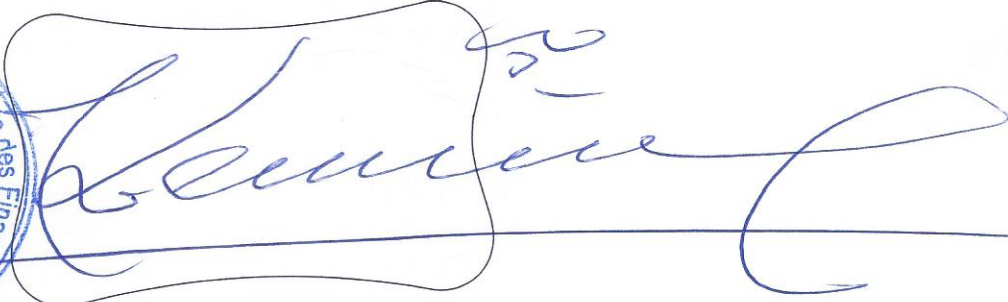
Ce cadre qui est présenté dans le document intitulé « **Instructions et modalités d'exécution du budget de l'Etat** » est également annexé à la présente.

Je voudrais d'ores et déjà appeler votre attention sur la nécessité d'anticiper la gestion budgétaire 2016. A cet effet, tous les outils de gestion des dépenses (PTA, PCC, PPMP...) doivent être élaborés, validés et transmis aux services compétents du ministère en charge des Finances au plus tard à la fin de la deuxième quinzaine du mois de janvier 2016 afin d'éviter un début de gestion heurtée.

Il me paraît aussi important de vous rappeler que les efforts d'assainissement des comptes de l'Etat vont se poursuivre afin d'assurer la soutenabilité du fonctionnement des services publics et de notre modèle social.

En conséquence, vos structures sont appelées à observer davantage de rigueur dans la gestion des dépenses publiques conformément aux règles et principes budgétaires et comptables en vigueur.

Les services techniques du ministère en charge des Finances sont instruits aux fins d'apporter l'assistance nécessaire à vos structures en vue de la mise en œuvre diligente des règles édictées.



**Komi KOUTCHE**

**PJ: 02**